

L'Autorité palestinienne donne un tour de vis à la liberté de la presse - Le Monde

11 avril 2012



Il y a parfois des coïncidences fâcheuses : tout en annonçant le lancement d'un prix pour la liberté de la presse, l'Autorité palestinienne se livre depuis plusieurs semaines à un tour de vis drastique contre la liberté d'informer. Depuis le mois de janvier, pas moins de cinq journalistes palestiniens ont été arrêtés pour avoir critiqué le gouvernement de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

Cette concomitance est d'autant plus gênante que le premier ministre, Salam Fayyad, a expliqué, le 27 mars, que cette récompense journalistique est la concrétisation de sa promesse (qui remonte à deux ans) d'être toujours « le protecteur de la liberté d'expression et d'opinion ». Selon le premier ministre palestinien, une presse libre est « l'un des piliers les plus importants d'un Etat palestinien indépendant ».

La réaction des professionnels ne s'est pas fait attendre : le syndicat des journalistes palestiniens a incité tous ses adhérents à boycotter la remise de ce prix, qui doit avoir lieu en mai. Arrêtés et détenus pendant un laps de temps variable, ces journalistes sont tous passibles de poursuites judiciaires, y compris criminelles. Le 25 mars, Youssef Al-Shayeb, correspondant du journal jordanien Al-Ghad, a été arrêté pour avoir publié un article accusant de corruption Safwat Ibraghit, numéro deux de la mission diplomatique de Palestine à Paris.

Détenu en prison pendant huit jours, le journaliste, qui avait commencé une grève de la faim, a refusé de révéler ses sources. Il a été relâché le 2 avril, moyennant une caution de 10 000 dinars jordaniens (10 700 euros). Youssef Al-Shayeb, qui avait également mis en cause plusieurs officiels palestiniens, dont le ministre des affaires étrangères, Riyad Al-Malki, se voit réclamer par les intéressés une somme de 6 millions de dollars (4,5 millions d'euros) de dommages et intérêts! Pour avoir « calomnié » des responsables palestiniens, il risque jusqu'à deux ans de prison.

CRITIQUES SUR FACEBOOK

Le 28 mars, la journaliste et universitaire Esmat Abdel Khaleq, a été arrêtée (et serait encore en prison) pour avoir publié sur sa page Facebook un article jugé insultant pour Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne. Selon le général Adnan Damiri, porte-parole des services de sécurité palestiniens,

elle aurait traité M. Abbas de « traître » et de « fasciste ». Elle aurait, d'autre part, appelé au démantèlement de l'Autorité palestinienne. Le journaliste Tariq Khamis a également été arrêté pour avoir évoqué le cas de Ismat Abdul-Khaleq sur sa propre page Facebook.

L'organisation humanitaire Human Rights Watch cite également les cas de Jamal Hlaihel, arrêté pour avoir critiqué le gouvernement palestinien sur Facebook, et le journaliste Rami Samara, de l'agence de presse Wafa, arrêté en janvier pour avoir ridiculisé -toujours sur Facebook- l'intention des responsables palestiniens de reprendre des négociations avec Israël. L'intransigeance croissante de l'Autorité palestinienne à l'encontre de la presse officielle s'exerce de plus en plus au détriment des internautes palestiniens.

Car, si dans le passé les réseaux sociaux critiquaient essentiellement Israël et sa politique de colonisation, ils se sont d'une certaine manière libérés dans leurs commentaires politiques vis-à-vis de l'Autorité palestinienne, prenant notamment pour cible la corruption, qui reste l'un des principaux fléaux de l'administration de Ramallah, en dépit des résultats obtenus dans ce domaine par Salam Fayyad. « La liberté d'expression s'arrête à la diffamation », a estimé le général Damiri.

Pour sa part, Abdel Nasr Al-Najjar, président du syndicat des journalistes palestiniens, a estimé que la détention était une mesure « inacceptable ». « Nous devons clarifier les droits des journalistes, protéger leur travail et mettre un terme définitif à cette menace d'un interrogatoire [par les forces de sécurité palestiniennes] et d'une détention », a-t-il insisté.

Laurent Zecchini (Jérusalem, correspondant)

Lire aussi : http://www.lemonde.fr/proche-orient...

- Emplacement : Vous êtes ici : Accueil > ARCHIVES >
- Adresse de cet article : https://plateforme-palestine.org/L-Autorite-palestinienne-donne-un-tour-de-vis-a-la-liberte-de-la-press e-Le